

examinées en détail, comme les ont examinées les journalistes et les députés, elles s'avèrent creuses.

Marshall McLuhan, le maître contemporain des communications, a inventé à l'égard de la télévision une expression qu'on pourrait justement appliquer au discours du trône: «Le medium, c'est le message.» Autrement dit, monsieur l'Orateur, peu importe ce que renferme le discours du trône, ce qui compte c'est sa forme, et je pense que c'est assez évident. Il se peut qu'il y en ait qui affectent cela; ces gens qui ont été cloîtrés pendant des années dans des milieux universitaires ou ceux qui aiment jouer avec les mots à tel point que le sens de ces mots ou les problèmes ou les gens ou les circonstances visés par ces mots perdent presque toute signification.

On a présenté, voici quelque temps, un film documentaire sur le premier ministre (M. Trudeau), et ce film était intitulé «Le style, c'est l'homme». Je pense que cela résume bien le contenu du discours du trône et peut-être, dans une certaine mesure, les propos tenus la semaine passée par le premier ministre à la Chambre. Tout cela était bien attrayant et bien séduisant au temps de son accession à la direction de son parti et lors des élections de 1968, mais il me semble, monsieur l'Orateur, que pour les Canadiens qui ont été secoués par les incertitudes de l'économie, par l'augmentation subite et rapide des prix et par la difficulté d'ajuster leur revenu à ces prix, tout comme pour ceux qui ont été réduits au chômage, le style des discours prononcés de mois en mois et d'année en année n'a été qu'une maigre consolation. A nos sens, nous en sommes arrivés au point—et il ne fait pas de doute que beaucoup de Canadiens l'ont déjà dépassé—où nous nous rendons compte que le style à lui seul, que l'efficacité en soi ne suffisent pas à résoudre des problèmes économiques et sociaux, chroniques et à long terme.

L'idée très nette qui se dégage de ce rapiécage de circonstance que constitue le discours du trône, ou de ce catalogue de bills déposés, c'est que le gouvernement qui est au pouvoir depuis quatre ans et dont le parti dirige les affaires de l'État depuis neuf ans, n'a pas encore présenté au pays une politique nationale cohérente sur le plan économique et le plan social. De fait, monsieur l'Orateur, il répugnait même au gouvernement de s'attaquer à ces problèmes d'une façon honnête et directe. S'il est une chose dont les députés doivent se préoccuper au cours de ce débat, c'est bien de l'absence d'une politique économique nationale qui est à la base des craintes et de l'anxiété qu'éprouvent tous les Canadiens. Le débat devrait se concentrer sur la possibilité de négociations commerciales entre le Canada et les États-Unis, sur les dispositions que pourraient prendre les gouvernements fédéral ou provinciaux, dans l'optique des politiques économiques relatives aux investissements étrangers et à la mainmise étrangère et sur l'entreprise économique canadienne.

• (1730)

Ce genre d'inquiétude a pour cause sous-jacente la conscience générale qu'il manque à notre pays une ligne de conduite d'ensemble et que les discussions que le gouvernement a engagées avec les provinces n'ont pas franchement abordé la stratégie fondamentale qui sous-tend une politique économique nationale. C'est à cause de cette absence totale d'une politique nationale à l'échelle fédé-

rale que mon parti et de nombreux Canadiens finissent par condamner ce gouvernement.

Le discours du trône de la semaine dernière ne fait allusion à aucun effort ni à aucune initiative visant à tracer une politique nationale. Le gouvernement s'est livré ces dernières années à une planification *ad hoc* et a fait des promesses à l'avenant selon que l'état de crise le dictait. Il m'a toujours semblé bizarre, voyez-vous, que ce gouvernement qui se flatte si éloquentement d'avoir surmonté une crise après l'autre, comme s'il s'agissait d'un fait admirable, ne puisse pas mettre le doigt sur un point qu'un examen objectif ou raisonnable révélerait, à savoir que c'est lui-même qui a été souvent la raison et la cause des crises et qu'il en a créé dans plusieurs cas où une étude calme et raisonnée de la question aurait suffi. Le gouvernement n'a pas réussi à adopter sur cette question une attitude calme, honnête et raisonnable.

Je ne parviens vraiment pas à comprendre pourquoi le premier ministre, le ministre des Finances ainsi que d'autres membres du cabinet mettent constamment l'accent sur la manière dont ils ont surmonté des crises qu'ils ont provoquées eux-mêmes. C'est le summum de l'illusion. J'espère que cette hallucination se limite aux ministres et qu'elle n'a pas contaminé le reste du pays. Qu'il se soit agi d'inflation, de chômage ou de malaise au Québec, on ne s'apercevait pas assez bien à l'époque que le gouvernement avait lui-même provoqué l'une ou l'autre de ces crises et que le blâme en retombait sur lui seul.

Dans le secteur économique, surtout dans nos relations avec les États-Unis, la mentalité de crise a été déterminante et il faut en tenir compte pour expliquer l'inefficacité du gouvernement. Le premier ministre a rendu hommage la semaine dernière à la compétence du cabinet dans la récente crise commerciale et économique qui nous oppose aux États-Unis. Et pourtant, c'est ce même premier ministre qui, faisant preuve d'un manque total du sens de responsabilité, a fait dans un pays étranger ce genre d'observation stupide. C'était le même premier ministre qui, à une université, quelques mois avant cela, avait parlé de violence et de représailles aux États-Unis et, en général, donné l'impression qu'il n'était pas très soucieux de comprendre les problèmes de ce pays ou de collaborer de façon positive avec les autorités de ce dernier.

Le premier ministre, monsieur l'Orateur, ne peut pas ménager la chèvre et le chou. Il ne peut espérer, d'une part, alimenter les flammes de l'incompréhension et de l'antipathie et, d'autre part, passer pour pondéré et capable de régler les difficultés qui surviennent entre notre pays et nos voisins du sud. Ses observations ne visent qu'à camoufler habilement—plus ou moins habilement—l'incompétence et l'irresponsabilité fondamentales du gouvernement. On n'y trouve, ni plan, ni stratégie à l'échelle nationale, ni exposé d'objectifs. On n'y trouve aucune vue d'ensemble de ce qui devrait se faire au pays, de l'orientation qu'il faudrait prendre et des domaines où le gouvernement du pays devrait faire preuve d'initiative.

Étant donné le personnel considérable du cabinet du premier ministre et les penseurs qui lui ont été plus ou moins officiellement rattachés, il est inconcevable qu'on ait si peu énoncé l'orientation à long terme du gouvernement. On en est réduit à dire maintenant que le gouvernement est incapable d'assurer la direction nécessaire, qu'il n'a pas les qualités voulues pour le faire.